

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.043/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 14 mars 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel "fixant les critères à prendre en considération par l'exploitant, pour délimiter le territoire pouvant être touché en cas d'accident majeur", a donné le 5 avril 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. L'arrêté en projet se donne pour fondement légal l'article 16 de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'État fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, auquel assentiment a été donné par l'autorité fédérale par la loi du 22 mai 2001.

Cette disposition habilite le Ministre fédéral compétent en matière de protection civile à déterminer, après avoir consulté les gouvernements régionaux, les valeurs limites, types d'accidents, conditions atmosphériques et scénarios à prendre en considération par l'exploitant pour délimiter dans le rapport de sécurité le territoire pouvant être touché en cas d'accident majeur.

Concernant la consultation préalable des gouvernements régionaux, requise par cette disposition, l'arrêté en projet appelle les observations suivantes.

1.1. Il ressort du dossier communiqué au Conseil d'État que plusieurs modifications ont été apportées au texte en projet à la suite des avis donnés par les Gouvernements de la Région flamande et de la Région wallonne.

À titre d'exemples, l'on peut relever ce qui suit :

1° à la suite de l'avis du Gouvernement de la Région wallonne, dans l'annexe 3 de l'arrêté en projet, au troisième alinéa, les mots "de courte durée" ont été remplacés

.../...

par les mots "de moins de 15 minutes"; de même, au cinquième alinéa, les mots "exposition brève", ont été remplacés par les mots "exposition de moins de 15 minutes";

- 2° à la suite de l'avis du Gouvernement de la Région wallonne, dans l'annexe 3 de l'arrêté en projet, au cinquième alinéa, les mots "valeurs guide" ont été remplacés par le mot "concentrations";
- 3° à la suite de l'avis du Gouvernement de la Région flamande, à l'article 4, 2°, de l'arrêté en projet, les mots "30 seconden", ont été remplacés par les mots "20 seconden";
- 4° à la suite de l'avis du Gouvernement de la Région flamande, à l'annexe 1 de l'arrêté en projet, au point 1.1, troisième point, le mot "giftige" a été supprimé;
- 5° à la suite de l'avis du Gouvernement de la Région flamande, à l'annexe 4 de l'arrêté en projet, fiche 4, les mots "oververhitte vloeistof" ont été remplacés par les mots "tot vloeistof verdicht gas".

Il est rappelé, à cet égard, que, lorsqu'une autorité demande l'avis d'un organe dont la consultation est légalement prescrite à titre de formalité substantielle, elle ne peut s'écarter du texte soumis à l'organe consulté que, soit pour tenir compte des suggestions ou objections formulées par celui-ci, soit après avoir soumis la modification envisagée à cet organe. Si un texte doit recevoir ou reçoit l'avis de plusieurs organes, l'autorité ne peut modifier le texte en vue de donner suite à une observation faite par l'un ou l'autre de ces organes qu'après avoir soumis ladite modification à l'avis des autres organes dont la consultation est requise, sauf si ces modifications ne remettent pas en cause la teneur essentielle du projet.

Il appartiendra à l'auteur du projet d'examiner, à la lumière de l'observation qui précède, si les gouvernements régionaux consultés ne doivent pas l'être à nouveau, compte tenu des modifications apportées au projet à la suite de la première consultation.

1.2. En outre, les avis émanant du Gouvernement wallon, du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'environnement dans ces attributions ⁽¹⁾ et du Gouvernement de la Région flamande, ont été donnés respectivement le 16 octobre 2003, le 21 avril 2004 et le 4 février 2005.

Ces avis ont donc été donnés respectivement il y a deux ans et demi, près de deux ans et plus d'un an.

L'obligation légale, faite à l'autorité réglementaire, de recueillir des avis vise essentiellement à informer cette autorité quant aux éléments de fait et de droit qui, selon l'organe ou l'autorité consultée, doivent être pris en considération au moment où l'autorité doit prendre sa décision. Le délai qui s'écoule entre la consultation et la décision doit donc, en principe, être bref. Dans le cas contraire, un avis ne pourrait être retenu comme point de départ d'une décision devant intervenir beaucoup plus tard que s'il était démontré que les circonstances de fait et de droit sur lesquelles l'organe consultatif s'est fondé, n'ont pas évolué à un point tel que la consultation devrait être considérée comme n'étant plus pertinente en l'espèce.

Il appartient à l'auteur du projet de vérifier si cette condition est remplie dans le cas présent.

1.3. Concernant spécialement la Région de Bruxelles-Capitale, l'attention de l'auteur du projet est en outre attirée sur ce que, dans le dossier soumis au Conseil d'État, seule figure au dossier une lettre émanant du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions, mentionnant que son administration n'a pas d'observation à formuler sur le texte en projet, hormis une remarque purement formelle relative à l'article 4.

⁽¹⁾ Sur la circonstance que, s'agissant de la Région de Bruxelles-Capitale, l'avis émane d'un ministre seul et non du Gouvernement, voir ci-après.

Ce courrier, qui ne fait état que de l'avis de l'administration du seul ministre précité, ne permet pas de considérer que le Gouvernement lui-même a donné son avis sur le projet d'arrêté ⁽²⁾.

L'auteur du projet doit par conséquent veiller à recueillir l'avis du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale lui-même sur la totalité du texte en projet.

2. L'avis de l'inspecteur des finances et l'accord du Ministre du Budget ne sont pas requis préalablement à l'adoption du texte en projet.

Par conséquent, afin d'éviter toute ambiguïté sur le caractère non obligatoire de ces avis et accord, il convient de ne pas les viser au préambule de l'arrêté en projet, dont les alinéas 10 et 11 seront donc omis.

Examen du projet

L'article 16 de l'accord de coopération du 21 juin 1999 précité dispose comme suit :

"En vue de déterminer la zone de planification d'urgence, le Ministre compétent en matière de protection civile, détermine, après avoir consulté les gouvernements régionaux, les valeurs limites, types d'accidents, conditions atmosphériques et scénarios à prendre en considération par l'exploitant pour délimiter dans le rapport de sécurité [...] le territoire pouvant être touché en cas d'accident majeur."

Au vu de cette disposition, le dispositif en projet appelle les observations suivantes.

⁽²⁾ L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement prévoit que "Nonobstant les délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement est seul qualifié pour émettre au nom de la Région de Bruxelles-Capitale un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes fédéraux, communautaires, régionaux, européens ou internationaux."

1. Il ressort de l'article 2, § 3, de l'arrêté en projet, que pour certains types d'accidents, une délimitation de zones ne sera pas requise.

A priori, cette disposition a pour effet de dispenser l'exploitant, pour ces types d'accidents, de déterminer le territoire pouvant être touché en cas d'accident majeur.

Interrogé sur ce point, le délégué du ministre a exposé que "[...] les types d'accidents qui ne requièrent pas de délimitation de zones sont les émissions de substances dangereuses dans l'eau et les émissions de substances dangereuses dans le sol. Pour ces accidents, cela n'a pas de sens de définir à l'avance des distances d'effets. En plus, il existe peu de modélisation [de sorte] qu'une simulation est peu fiable. Les décisions des services d'intervention doivent être prises sur place."

L'on peut certes comprendre les difficultés liées à la détermination du territoire pouvant être touché en cas d'accident majeur, lorsque l'accident consiste en une émission de substances dangereuses dans l'eau ou dans le sol.

Il n'en demeure pas moins que ni la directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, spécialement son annexe II, point II.C, ni l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'État fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, spécialement ses articles 12, § 2 et 16, et son annexe II, point II.C, ne permettent que l'exploitant soit dispensé de décrire les zones susceptibles d'être affectées par un accident majeur, pour certains types d'accidents.

Il s'ensuit que, si la nature même des accidents majeurs consistant en une émission de substances dangereuses dans l'eau ou dans le sol, peut le cas échéant justifier que les zones susceptibles d'être affectées par un tel type d'accident ne soient pas définies de la même façon ou avec le même degré de précision que pour d'autres types d'accidents, l'arrêté en projet ne peut cependant mettre en place un système dans lequel l'exploitant est purement et simplement dispensé de décrire les zones susceptibles d'être affectées par un accident majeur consistant en une émission de substances dangereuses dans l'eau ou dans le sol.

L'arrêté en projet sera revu en conséquence.

2. Interrogé sur la question de savoir quelles sont les dispositions, dans l'arrêté en projet, qui déterminent respectivement les valeurs limites, types d'accidents, conditions atmosphériques et scénarios mentionnés à l'article 16 de l'accord de coopération du 21 juin 1999, le délégué du ministre a répondu, en substance que :

- 1° les types d'accidents sont détaillés dans l'annexe 4 du projet;
- 2° les valeurs limites pour chaque scénario sont la toxicité, le rayonnement en kW/m² et la surpression en mbar et sont reprises dans les articles 4, 5 et 6 du projet ainsi que dans son annexe 3;
- 3° les scénarios et les conditions atmosphériques figurent actuellement dans un document de travail, et le projet d'arrêté sera développé sur ces points dans une circulaire ministérielle destinée aux pouvoirs locaux et par une directive destinée aux exploitants; le document de travail communiqué par le délégué du ministre reprend globalement le contenu de l'annexe 1 du projet d'arrêté; il comporte toutefois d'autres dispositions ou mentions relatives notamment aux conditions météorologiques.

À la lumière des explications ainsi communiquées, il apparaît que l'arrêté en projet doit être complété de sorte qu'il détermine lui-même non seulement les types d'accidents et valeurs limites, mais également les scénarios et les conditions météorologiques.

En effet, ces deux dernières catégories d'éléments ne peuvent être déterminées par simple circulaire ou directive, dès lors que l'article 16 de l'accord de coopération précité habilite expressément le ministre à les déterminer, et qu'il s'agit d'éléments que, selon cette même disposition, l'exploitant doit prendre en considération pour délimiter le territoire pouvant être touché en cas d'accident majeur.

.../...

La détermination de ces éléments a force obligatoire et valeur réglementaire à l'égard des exploitants et doit donc être fixée par un arrêté ministériel, et non par circulaire ou directive.

3. L'arrêté ministériel en projet entre en vigueur le dixième jour qui suit celui de sa publication au Moniteur belge. Cette entrée en vigueur aura pour conséquence, de manière implicite mais certaine, l'abrogation de l'arrêté royal du 13 juin 1991 définissant les critères permettant d'établir les zones géographiques susceptibles d'être affectées par un accident majeur de certaines activités industrielles. Cet arrêté royal fait, pour des raisons de sécurité juridique, l'objet d'un projet d'arrêté royal d'abrogation au sujet duquel est rendu ce même jour l'avis 40.042/4. Il importe que l'arrêté royal en question soit publié au Moniteur belge en même temps que l'arrêté ministériel faisant l'objet du présent avis et entre, par conséquent, en vigueur à la même date que ce dernier, ceci afin d'éviter tout hiatus dans la réglementation applicable en la matière.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.043/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 maart 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de criteria waarmee door de exploitant moet rekening gehouden worden bij het afbakenen van het gebied dat door een zwaar ongeval zou kunnen worden getroffen", heeft op 5 april 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Het ontworpen besluit vermeldt als rechtsgrond artikel 16 van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, waaraan door de federale overheid instemming is verleend bij de wet van 22 mei 2001.

Die bepaling machtigt de federale Minister, bevoegd voor de civiele bescherming, na de gewestregeringen te hebben geraadpleegd, te bepalen met welke grenswaarden, ongevallentypes, weersomstandigheden en scenario's door de exploitant rekening moet worden gehouden bij het afbakenen, in het veiligheidsrapport, van het gebied dat door een zwaar ongeval zou kunnen worden getroffen.

Wat de voorafgaande raadpleging van de gewestregeringen betreft, die bij die bepaling wordt vereist, geeft het ontworpen besluit aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1.1. Uit het aan de Raad van State bezorgde dossier blijkt dat verscheidene wijzigingen zijn aangebracht in de ontworpen tekst naar aanleiding van de adviezen die de Vlaamse en de Waalse Gewestregering hebben gegeven.

Bijvoorbeeld :

- 1° naar aanleiding van het advies van de Waalse Gewestregering zijn, in bijlage 3 van het ontworpen besluit, derde lid, de woorden "de courte durée" vervangen door de woorden "de moins de 15 minutes"; voorts zijn in het vijfde lid de woorden "exposition brève" vervangen door de woorden "exposition de moins de 15 minutes";
- 2° naar aanleiding van het advies van de Waalse Gewestregering zijn in bijlage 3 van het ontworpen besluit, vijfde lid de woorden "valeurs guide" vervangen door het woord "concentrations";
- 3° naar aanleiding van het advies van de Vlaamse Gewestregering zijn in artikel 4, 2°, van het ontworpen besluit de woorden "30 seconden" vervangen door de woorden "20 seconden";
- 4° naar aanleiding van het advies van de Vlaamse Gewestregering is het woord "giftige" in bijlage 1 van het ontworpen besluit, 1.1, derde punt, vervallen;
- 5° naar aanleiding van het advies van de Vlaamse Gewestregering zijn de woorden "oververhitte vloeistof" in bijlage 4 van het ontworpen besluit, fiche 4, vervangen door de woorden "tot vloeistof verdicht gas".

In dat verband wordt er weer op gewezen dat een overheid die het advies inwint van een orgaan waarvan de raadpleging een wettelijk voorgeschreven substantieel vormvereiste is, slechts van de tekst die aan het geraadpleegde orgaan is voorgelegd mag afwijken, hetzij om rekening te houden met de suggesties of bezwaren van dat orgaan, hetzij na de geplande wijziging aan dat orgaan te hebben voorgelegd. Als verscheidene organen over een tekst moeten adviseren of adviserend, mag de overheid de tekst slechts naar aanleiding van een opmerking van één van die organen wijzigen nadat die wijziging ter fine van advies is voorgelegd aan de andere organen waarvan de raadpleging vereist is, behalve indien die wijzigingen niets afdoen aan de wezenlijke inhoud van het ontwerp.

De steller van het ontwerp moet in het licht van de voorgaande opmerking onderzoeken of de geraadpleegde gewestregeringen niet opnieuw moeten worden geraadpleegd, gelet op de wijzigingen die in het ontwerp zijn aangebracht naar aanleiding van de eerste raadpleging.

1.2. Bovendien zijn de adviezen van de Waalse Regering, van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor milieu ⁽¹⁾ en de Vlaamse Gewestregering respectievelijk verstrekt op 16 oktober 2003, 21 april 2004 en 4 februari 2005.

Die adviezen zijn dus respectievelijk tweeënhalf jaar geleden, bijna twee jaar geleden en meer dan één jaar geleden gegeven.

De wettelijke verplichting van de verordenende overheid om adviezen in te winnen is vooral bedoeld om die overheid in te lichten over de feitelijke en juridische gegevens die, volgens het geraadpleegde orgaan of de geraadpleegde overheid, in aanmerking moeten worden genomen op het ogenblik dat de overheid haar beslissing moet nemen. De tijdsperiode tussen de raadpleging en de beslissing moet dus in principe kort zijn. Zo niet, zou een advies slechts als uitgangspunt voor een veel later genomen beslissing kunnen dienen als bewezen is dat de feitelijke en juridische omstandigheden waarop het adviesorgaan zich gebaseerd heeft, niet in die mate zijn gewijzigd dat de raadpleging als niet langer relevant terzake zou moeten worden beschouwd.

De steller van het ontwerp moet nagaan of die voorwaarde in het onderhavige geval vervuld is.

1.3. In het bijzonder wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, wordt de steller van het ontwerp er bovendien attent op gemaakt dat het dossier dat aan de Raad van State is bezorgd, alleen een brief van de Minister bevoegd voor milieu bevat, waarin staat dat zijn bestuur geen opmerkingen heeft bij de ontworpen tekst, op een loutere vormopmerking over artikel 4 na.

⁽¹⁾ Op de omstandigheid dat, in het geval van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het advies van één enkele minister en niet van de Regering uitgaat, wordt verderop in het advies ingegaan.

Op basis van die brief, waarin alleen gewag wordt gemaakt van het advies van het bestuur van die ene voornoemde minister, kan er niet van uitgegaan worden dat de Regering zelf haar advies over het ontwerpbesluit heeft verstrekt ⁽²⁾.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg op toezien dat hij het advies krijgt van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zelf over het volledige ontwerp.

2. Het advies van de inspecteur van financiën en de akkoordbevinding van de Minister van Begroting worden niet vereist vóór de goedkeuring van de ontworpen tekst.

Het moet volkomen duidelijk zijn dat dit advies en die akkoordbevinding niet verplicht zijn. Bijgevolg mogen ze niet in de aanhef van het ontworpen besluit worden vermeld. Het tiende en elfde lid van de aanhef moeten dus vervallen.

Onderzoek van het ontwerp

Artikel 16 van het voormelde samenwerkingsakkoord luidt als volgt :

"Met het oog op het vaststellen van de noodplanningszone bepaalt de Minister, bevoegd voor de civiele bescherming, na de gewestregeringen te hebben geraadpleegd, met welke grenswaarden, ongevallentypes, weersomstandigheden en scenario's door de exploitant moet rekening gehouden worden bij het afbakenen, in het veiligheidsrapport [...], van het gebied dat door een zwaar ongeval zou kunnen worden getroffen."

In het licht van die bepaling geeft het ontworpen dispositief aanleiding tot de volgende opmerkingen.

⁽²⁾ Artikel 7 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering bepaalt : "Niettegenstaande de delegaties die ze aan haar leden toestaat, is enkel de Regering bevoegd om namens het Brussels Hoofdstedelijk Gewest adviezen ten behoeve van de federale, gemeenschaps-, gewestelijke, Europese of internationale overheden of organismen uit te brengen."

1. Uit artikel 2, § 3, van het ontworpen besluit volgt dat voor bepaalde ongevallentypes geen zoneafbakening vereist zal zijn.

A priori heeft die bepaling tot gevolg dat de exploitant, voor die ongevallentypes, vrijgesteld wordt van de verplichting om het gebied af te bakenen dat door een zwaar ongeval zou kunnen worden getroffen.

Naar aanleiding van vragen in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende uiteengezet : "[...] les types d'accidents qui ne requièrent pas de délimitation de zones sont les émissions de substances dangereuses dans l'eau et les émissions de substances dangereuses dans le sol. Pour ces accidents, cela n'a pas de sens de définir à l'avance des distances d'effets. En plus, il existe peu de modélisation [de sorte] qu'une simulation est peu fiable. Les décisions des services d'intervention doivent être prises sur place."

Dat bij het bepalen van het gebied dat door een zwaar ongeval zou kunnen worden getroffen moeilijkheden rijzen, valt stellig te begrijpen wanneer het ongeval bestaat in het vrijkomen van gevaarlijke stoffen in het water of de bodem.

Zulks neemt evenwel niet weg dat het noch krachtens richtlijn 96/82/EG van de Raad van 9 december 1996 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, inzonderheid bijlage II, punt II.C ervan, noch krachtens het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, inzonderheid de artikelen 12, § 2, en 16 ervan en bijlage II, punt II.C. ervan, toegestaan is om de exploitant voor bepaalde ongevallentypes vrij te stellen van de verplichting om de gebieden te omschrijven die door een zwaar ongeval getroffen zouden kunnen worden.

Daaruit volgt dat, hoewel de aard zelf van zware ongevallen die bestaan in het vrijkomen van gevaarlijke stoffen in het water of de bodem in voorkomend geval grond kan opleveren om de gebieden die door een ongeval van dat type getroffen zouden kunnen worden niet op dezelfde wijze of met dezelfde mate van nauwkeurigheid als andere ongevallentypes te bepalen, bij het ontworpen besluit evenwel geen systeem mag worden ingevoerd waarbij de exploitant gewoon vrijgesteld wordt van de verplichting om de gebieden te omschrijven die getroffen zouden kunnen worden door een zwaar ongeval dat bestaat in het vrijkomen van gevaarlijke stoffen in het water of de bodem.

Het ontworpen besluit behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

2. Op de vraag in welke bepalingen van het ontworpen besluit respectievelijk de grenswaarden, de ongevallentypes, de weersomstandigheden en de scenario's, genoemd in artikel 16 van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999, worden vastgesteld, heeft de gemachtigde van de minister in hoofdzaak geantwoord dat :

- 1° de ongevallentypes in detail worden beschreven in bijlage 4 bij het ontwerp;
- 2° de grenswaarden voor elk scenario de toxiciteit, de straling in kW/m² en de overdruk in mbar zijn en voorkomen in de artikelen 4, 5 en 6 van het ontwerp en in bijlage 3 erbij;
- 3° de scenario's en de weersomstandigheden thans voorkomen in een werkdocument en dat het ontwerpbesluit op die punten zal worden aangevuld bij een ministeriële circulaire gericht aan de plaatselijke overheden en bij een richtsnoer ten behoeve van de exploitanten; het werkdocument dat door de gemachtigde van de minister is overgezonden, omvat, algemeen gesproken, de inhoud van bijlage 1 bij het ontwerpbesluit; het bevat evenwel nog andere bepalingen of vermeldingen, inzonderheid in verband met de weersomstandigheden.

.../...

In het licht van de aldus verstrekte uitleg blijkt dat het ontworpen besluit aldus behoort te worden aangevuld dat in die tekst zelf niet alleen de ongevallentypes en de grenswaarden worden bepaald, maar ook de scenario's en de weersomstandigheden.

Beide laatstgenoemde categorieën van gegevens mogen immers niet bepaald worden bij een gewone circulaire of een dito richtsnoer, aangezien in artikel 16 van het voormelde samenwerkingsakkoord de minister uitdrukkelijk gemachtigd wordt om ze te bepalen en aangezien het gaat om gegevens waarmee de exploitant, volgens diezelfde bepaling, rekening moet houden bij het afbakenen van het gebied dat door een zwaar ongeval zou kunnen worden getroffen.

Het bepalen van die gegevens heeft ten aanzien van de exploitanten bindende kracht en verordenende waarde en moet dan ook worden vastgesteld bij een ministerieel besluit en niet bij een circulaire of een richtsnoer.

3. Het ontworpen ministerieel besluit treedt in werking de tiende dag na de datum van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad. Die inwerkingtreding zal impliciet maar zeker de opheffing inhouden van het koninklijk besluit van 13 juni 1991 tot bepaling van de criteria die de afbakening mogelijk maken van geografische gebieden die door een zwaar ongeval bij bepaalde industriële activiteiten zouden kunnen worden getroffen. Met betrekking tot dat koninklijk besluit is om redenen van rechtszekerheid een ontwerp van koninklijk opheffingsbesluit uitgewerkt waarover heden advies 40.042/4 is uitgebracht. Dat koninklijk besluit dient in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt te worden samen met het ministerieel besluit waarop het onderhavige advies betrekking heeft en moet bijgevolg in werking treden op dezelfde datum als dat besluit, teneinde elke leemte in de terzake geldende regelgeving te voorkomen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN